



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

**relatif aux conditions d'exploitation des éoliennes E1, E2, E4 et E5
par la société EDPR FRANCE HOLDING
sur la commune de BOURBRIAC**

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article R.181-45 et son livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022, portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

Vu le permis de construire du 26 avril 2007 n° PC2201305D1032 pour l'exploitation de 5 aérogénérateurs modèle VESTAS V90 de 125 m de hauteur bout de pâle, puissance unitaire 2 MW sur la commune de Bourbriac ;

Vu la déclaration d'antériorité du 27 février 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'urgence du 9 août 2022 portant suspension de l'exploitation du parc éolien de Bourbriac exploité par la société EDPR FRANCE HOLDING sur la commune de Bourbriac suite à l'incendie de l'éolienne E3 ;

Vu le porter à connaissance du 24 octobre 2022 informant le préfet du protocole de redémarrage des quatre éoliennes non impactées par l'incendie et visant à détailler les mesures mises en place pour les redémarrer en sécurité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 novembre 2022 ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant le 17 novembre 2022 ;

Considérant que le parc éolien de Bourbriac appartient à la société Beta Renewables France et dont EDPR FRANCE HOLDING a la gestion déléguée ;

Considérant les investigations réalisées par Vestas ;

Considérant que la cause la plus plausible de l'incendie de l'éolienne E3 est due à une cause électrique provenant de la partie haute et moyenne tension de la nacelle ;

Considérant la réunion en visioconférence, du 18 octobre 2022, de présentation des conditions de redémarrage, réalisée en présence de l'Unité Départementale des Côtes d'Armor de la DREAL Bretagne, de l'exploitant, de la société Vestas ;

Considérant que la reprise d'exploitation des éoliennes E1, E2, E4 et E5 est possible sous condition d'un encadrement des conditions de maintenance ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des mesures complémentaires qui ont pour objectif de prévenir un risque un incendie en nacelle ;

Considérant la nécessité d'avoir un retour d'expérience de ce mode de fonctionnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, le Préfet peut fixer, par arrêté préfectoral toutes prescriptions additionnelles nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de procéder aux consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'Environnement, ni à la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE :

Article 1er :

La société EDPR FRANCE HOLDING est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour le parc éolien de Bourbriac soumis à autorisation, au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées, qu'elle exploite sur la commune de Bourbriac.

Article 2 : Conditions de maintenance spécifiques

Les éoliennes E1, E2, E4 et E5 doivent suivre les conditions de maintenance définies dans le porter à connaissance, remis en préfecture le 24 octobre 2022.

Ce mode de maintenance est précisé dans la procédure en vigueur « *Annexe 1 - Bourbriac 1, 2, 4 & 5 - Protocole de redémarrage des quatre éoliennes non impactées* ». La procédure ne pourra être actualisée que pour renforcer les dites mesures.

Ce mode de maintenance doit être appliqué pour ces éoliennes tant que l'analyse complète des causes racines ne sera pas connue.

Article 3 : Mesures complémentaires pour prévenir un risque incendie en nacelle

Cet article est applicable dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et sous condition que les mesures détaillées ci-dessous ne remettent pas en cause le bon fonctionnement des aérogénérateurs.

Afin de prévenir un risque incendie en nacelle sur les éoliennes E1, E2, E4 et E5, les aérogénérateurs sont équipés, à proximité des équipements identifiés comme à risque (notamment le transformateur) :

- d'un détecteur de fumées secouru électriquement avec transmission GSM dans la nacelle ;
- d'un système d'extinction automatique en nacelle.

Article 4 : Retour d'expérience

Un retour d'expérience de ce mode de maintenance spécifique sera réalisé et envoyé au Préfet tous les 6 mois à partir du redémarrage des éoliennes.

Article 5 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 181-17 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative, la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4).

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La Cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

En application de l'article R.181-51 du Code de l'Environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 7 : Mesures de publicité

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de Bourbriac et pourra y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de Bourbriac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société EDPR FRANCE HOLDING et au maire de Bourbriac.

Saint-Brieuc, le
Le Préfet

28 NOV. 2022

pour le Préfet,
le Secrétaire général

David COCHU